

Patrick Dupriez

## «On n'est pas nés juste pour bosser»

LES PHRASES  
CLÉS

«Ce n'est pas à la FGTB d'essayer de former une majorité gouvernementale wallonne.»

«Nous voulons faire avancer cette idée de revenu universel garanti. Un socle de 600 euros est une bonne base.»

«On n'est pas nés juste pour bosser et pour consommer, nous voulons changer de modèle.»

INTERVIEW  
MARTIN BUXANT

**O**n a tort de se moquer des «supercoqs» — ces poids légers de la boxe. Ils sont agiles, souples et véloces et, en général, terriblement combattifs. Alors, on tient sans doute ici notre «supercoq» de la politique francophone. Poids léger, tendance plume, habileté à l'esquive et rapidité à la contre-attaque, ce week-end le député wallon Patrick Dupriez (Ecolo) montera sur le ring de Tour et Taxis à Bruxelles pour un congrès du parti Ecolo qu'il co-présidera.

Notez: chez les verts, un congrès, on appelle cela un «ecolab». Cet «ecolab», donc, est consacré au revenu universel et à ses déclinaisons. Par souci d'œcuménisme, les verts feront également monter sur le ring des sparring-partners issus d'autres formations politiques — comme le socialiste Paul Magnette ou le libéral Georges-Louis Bouchez. «L'un et l'autre ont ceci en commun qu'ils sont ouverts à l'idée de revenu universel», dit Patrick Dupriez.

## Évoluer avec la société

N'y voyez pas une tentative de monter un futur gouvernement aux couleurs de l'arc-en-ciel. Le revenu universel, donc. Cette tarte à la crème de la politique belge, ce monstre du Loch Ness qui, à intervalles plus ou moins réguliers, sort sa tête hors du lac belgo-belge. «Cela fait des années que nous y croyons», rappelle Patrick Dupriez. Il est assis devant un café qu'il a acheté gare du Nord avant l'interview.

Et il poursuit: «On doit d'abord s'accorder sur un constat: notre modèle de sécurité sociale est à bout de souffle. Il a fait son temps, il n'est plus du tout adapté aux réalités dans lesquelles nous évoluons aujourd'hui. C'est un modèle qui a été pensé pour et par des gens, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et qui avaient des carrières linéaires. Pour une société de plein emploi et qui baignait dans la croissance.»

Croissance, vous avez dit croissance? «Oui, on se berce d'illusions, ce genre de croissance ne reviendra plus et aujourd'hui, tout le monde fait semblant d'être content quand on a une croissance de 1%. Et puis au lieu de courir derrière cette croissance perdue, on ferait bien mieux de se poser une question.»

Ah bon, laquelle? «Est-ce que nous voulons de cette croissance-là? Cette croissance de production et d'ultra consommation est incompatible avec les nécessités vitales de la planète. On a atteint et dépassé toutes les limites de ce

système. On veut à tout prix faire travailler davantage les gens mais on sait qu'en parallèle, on a quasiment un million de personnes en sous-emploi en Belgique. En plus, on a cette culture du contrôle et de la médisance: on vient contrôler chez vous si vous avez bien une seule brosse à dents et pas deux. Stop, nous refusons de continuer comme cela.»

## Revenu universel version Ecolo

Elle part fort, cette interview — et on se dit que les lecteurs vont en avoir pour leurs euros. Le modèle de revenu universel, version Ecolo, est celui de l'économiste Philippe Defeyt — apôtre en la matière. «Parce qu'il y a même des modèles ultralibéraux», dit Dupriez. «Ce n'est pas ce que nous voulons. Les libéraux disent: «Tenez, voilà un montant, et maintenant débrouillez-vous.»

Nous voulons autre chose: un revenu socle, inconditionnel, qui s'ajoute aux revenus du travail, aux éventuelles allocations de chômage ou au revenu d'insertion.» Mais l'homme rechigne à parler chiffres. «On va se faire enfermer dans une polémique de chiffres.»

On insiste. «Bon, on est sur un revenu socle de 600 euros par personne. Avec ce modèle-là, on va non seulement éviter les pièges à l'emploi mais avec emploi à tiers-temps ou un salaire minimum, on va dépasser le seuil de pauvreté, ce qui n'est pas le cas actuellement. Aujourd'hui, pour beaucoup de gens, ce n'est même plus intéressant d'aller travailler. Ce système-là est à bout de souffle. On va permettre aux gens de s'émanciper, de davantage se consacrer aux enfants, de faire ce qu'ils veulent réellement faire.» Ces 600 euros, ils sont nets d'impôt? «Les deux modèles sont possibles. Et nous ne disposons pas encore de toutes les données pour calculer l'impact.»

À nouveau, on insiste. «On peut raisonnablement penser que le coût serait de l'ordre de 5 à 6 milliards d'euros, mais il y a un enjeu de financement de l'ensemble comme n'importe quel autre projet. Comme le bonus social généralisé des socialistes. Le modèle Defeyt coûte deux fois moins cher que la proposition des socialistes. Nous pensons que cette proposition est donc la plus réaliste quand on met côte à côte tous les avantages et les coûts que cela va occasionner.»

D'accord. Mais où allez-vous chercher l'argent? «Il y a une part de récupération de ce qui n'est plus versé comme autres aides. On va supprimer des contrôleurs, on ira chercher dans la fraude fiscale également. On pense à long-terme. Le financement est possible, accordons-nous d'abord sur les grands principes de ce modèle libérateur.»

Il marque une pause.

«Vous savez, les personnes qui vont le plus bénéficier de ce revenu universel, c'est aussi les entrepreneurs, les indépendants qui veulent se lancer mais qui doivent aujourd'hui travailler sans filet. On va libérer les initiatives, les énergies. Il faut bouger, oser le changement.» Il note que la CSC évolue sur la question mais que la FGTB reste frileuse. «Ce modèle va supprimer toute la bureaucratie de contrôle.»

## Réduction du temps de travail

Il fait un pas de côté vers cet autre dada de la gauche très à la mode: la réduction du temps de travail. «Nous sommes pour un modèle de réduction, entreprise par entreprise et sur base volontaire». Il ajoute: «On n'est pas né seulement pour bosser. Cela doit se faire à quatre

jours semaine, diminuer de 20% le temps de travail, dans un espace de concertation. Ce débat est difficile mais encore une fois on ne va pas poursuivre avec une société où tant de gens restent à l'écart. On n'est pas né pour bosser», répète-t-il. «On ne va pas décréter les choses comme ça, mais arrêtons de nous envoyer

des slogans à la tronche. Allez, on matraque l'histoire des 35 heures françaises dès qu'on aborde ce sujet.» Ah oui, Martine Aubry... «Ce n'est pas mon modèle. Trop rigide et trop cher. Mais il faut quand même observer ceci: tous les rapports qui ont été faits, y compris par le Sénat français, notent que c'est la mesure politique qui a été la plus efficace pour créer de l'emploi ces 50 dernières années. Ceux qui disent que les 35 heures de Martine Aubry ont été une catastrophe disent n'importe quoi. Et on répète ces idioties sans arrêt.»

## Nouveau pacte fiscal

Il a mis ses petites lunettes cerclées. On veut creuser sur la fiscalité. Il s'exaspère: «Il faut arrêter ces petits marchandages fiscaux entre socialistes et libéraux qui durent depuis 40 ans. C'est du bricolage, Johan Van Overtveldt, c'est le comble du bricolage fiscal, c'est de l'incertitude pour tout le monde». À gauche, l'idée a le vent en poupe: il faut faire payer «les riches». Et chez Ecolo? «Nous voulons aussi faire contribuer les grands patrimoines et les grandes fortunes davantage à la collectivité. Nous proposons un modèle très proche du modèle hollandais.»

Wabitef? «C'est-à-dire un nouveau pacte fiscal au terme duquel on prend l'ensemble du patrimoine tant au niveau des actifs que des dettes. Les dettes une fois déduites, on va appliquer un rendement théorique qui est celui du cours des obligations sur les marchés et ensuite on applique une taxation progressive en fonction du patrimoine. On supprime tout le reste: précomptes, droits d'enregistrement, succession, etc. Toutes ces taxes idiotes sur l'activité économique. On va avoir une taxe stable, progressive et juste. Et dans notre modèle, on exonère complètement les patrimoines inférieurs au patrimoine médian.»

La globalisation des revenus permet de baisser la fiscalité sur le travail. Et l'immobilier? «Il entre en ligne de compte. Mais on déduit les emprunts, ils sont assimilés à des dettes. Notre modèle encourage le travail et les transactions.»

Deux jours de grève dans les services publics en Wallonie sous l'égide de la FGTB. Et Dupriez dit ceci: «On est dans une dynamique de provocation de part et d'autre qui est fort peu constructive. On agite des chiffons rouges, or c'est la concertation qui doit primer.» Et il ajoute: «Il faut être sérieux, on a un gouvernement wallon qui clame qu'il faut en faire davantage pour les transports en commun mais qui en parallèle ampute la dotation au Tec de 39 millions d'euros. C'est incohérent. Il y a un vrai problème de démocratie.»

En parlant de chiffon rouge, on évoque la tentative de la FGTB d'allier le PS, le PTB et Ecolo. Il ne rit pas. «Les syndicats ont leur utilité mais ce n'est pas à la FGTB de tenir des négociations ni de former un gouvernement ou une majorité. Nous n'irons plus à ces réunions si c'est pour nous rassembler à trois avec le PS et le PTB. Nous allons vers les élections avec une seule idée: la transition écologique solidaire. J'en ai marre qu'on demande à Ecolo de rejoindre untel ou untel. Que les autres nous rejoignent sur la transition écologique.» Il conclut en citant

Gandhi — rien que ça: «Soyez le changement que vous voulez voir dans le monde.»

Ainsi parlait le Mahatma Dupriez.